



Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 5 septembre 2024

Monsieur le Président du Conseil supérieur de l'éducation,
Madame la Directrice générale de l'enseignement scolaire,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

La trêve olympique n'y aura rien changé, l'école publique est toujours en proie aux mêmes maux !

Souvenons-nous quelques instants de l'année scolaire 2023-2024 qui a été menée à un rythme infernal, avec trois ministres différents en 10 mois. Rappelons également toutes les difficultés qui continuent de miner notre système éducatif, sans compter les réformes qui, l'une après l'autre, ont fait l'objet d'un rejet massif de la part de la communauté éducative :

- Des enseignants non remplacés malgré les promesses des ministres successifs et du président de la République,
- Un harcèlement scolaire endémique,
- De mauvais résultats à PISA
- Le lancement aux forceps de l'expérimentation sur le port de l'uniforme,
- La mise en place du parcours différencié au lycée professionnel,
- Les mesures du choc des savoirs et le tri social des élèves à l'entrée au collège,
- La réforme du brevet avec une entrée au lycée sous condition,
- Le nouveau calendrier du baccalauréat qui met sous pression les élèves et rend Parcoursup tout puissant,
- La crise de vocation au métier d'enseignant,
- Une école inclusive en crise faute de moyens pouvant provoquer jusqu'à son rejet,
- Des stages de seconde qui ont cristallisé les inégalités sociales et territoriales entre élèves.

Une école publique en crise profonde qui manque de moyens et qui se cherche un cap. Une société qui veut et doit débattre du projet de société que doit porter l'école, une chance dans ce tableau bien noir. Un Conseil supérieur de l'éducation, qui fait honneur à son rôle et se confirme comme la tête de pont de la mobilisation des représentants de l'ensemble de la communauté éducative, qui y ont rejeté massivement l'essentiel de ces textes.

Des personnels et une communauté éducative qui tiennent à bout de bras un système éducatif à la dérive. Il est nécessaire et légitime de leur donner un grand coup de chapeau. Dans cet océan d'incertitudes, ils sont des repères essentiels pour les enfants ! Ils ont œuvré pour que cette rentrée se déroule au mieux et que la joie se lise sur les visages des enfants. Encore une fois, un grand merci à tous les personnels de l'Éducation nationale et aux agents des collectivités impliqués !

Une année scolaire qui s'est achevée dans un climat de tensions que le refus du choc des savoirs a cristallisé. Oublier cela serait une grave erreur politique !

Alors que l'école publique se cherche un cap construit à l'échelle de la société, la rentrée 2024 se déroule dans un contexte inédit ubuesque où la ministre démissionnaire « déroule » des mesures décidées par un autre ministre et semble d'ailleurs ne pas en partager le sens de toutes.

Il est légitime de se demander : quelle place auront ces mesures dans la feuille de route du prochain ministre ?

Alors que le pays traverse une crise politique et institutionnelle majeure, la FCPE alerte une fois encore sur l'urgence d'apporter des réponses concrètes pour soigner les maux de l'école publique. Le diagnostic est connu de toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à l'éducation. Les solutions et propositions sont elles aussi toutes sur la table. C'est une question d'ambition et de vision !

La FCPE se demande qui va avoir la lucidité de stopper cette dérive qui met à mal un service public essentiel de la nation, un service public qui est le véritable métronome de la société. Quand l'école est dérégulée, c'est toute la société qui se dérègle.

La FCPE se demande qui va avoir le courage de réinscrire l'école dans un temps long, de cesser les annonces médiatiques faites avec tambour et trompettes, que les établissements ne veulent pas suivre parce qu'elles vont contre l'intérêt des enfants et ne peuvent pas suivre parce que les moyens ne sont pas là !

La FCPE se demande qui va prendre le temps de partager le diagnostic des maux de l'école, faire la synthèse des propositions et offrir à ce pays la chance d'avoir une convention citoyenne, une concertation pour construire à l'échelle de toute la société l'école publique dont nous avons besoin.

Cela passera par des réformes concertées, au sens partagé, et devant aller dans le sens des enfants et du pays.

Forte de son projet éducatif, véritable projet de société humaniste et progressiste, la FCPE veut participer à la construction d'une école où l'on apprend à se connaître, à se rencontrer, à coopérer, à faire société. Nous refusons et continuerons de combattre toutes les mesures qui construiront une école de la division, de la compétition. Une école qui aggrave les inégalités plutôt que de permettre aux enfants de les dépasser pour se réaliser. Cette école, qui trie et sépare, prépare une société toujours plus divisée, aux classes sociales figées où l'individualisme l'emporte sur l'intérêt général... Une société où le plus faible n'aura aucune chance face au plus fort !

Le futur gouvernement a donc une responsabilité majeure aujourd'hui et maintenant, celle de bâtir avec toute la société un nouveau projet éducatif pour l'école publique. La FCPE y prendra toute sa part et rappelle sa demande formulée, il y a plusieurs mois déjà, de réunir une convention citoyenne pour engager la reconstruction de l'école publique.

Je vous remercie de votre écoute.